# Pas de paix sans justice

**Partage international n° 197 – Février 2005**

*Le 2 novembre 2004, Arundhati Roy recevait le Prix de la Paix, décerné par la ville de Sydney. Voici des extraits de la conférence qu'elle a donnée à cette occasion.*

« Il ne peut y avoir de paix sans justice. Et il n'y aura pas de justice si nous ne résistons pas à l'injustice. Aujourd'hui, ce n'est pas seulement la justice, mais l'idée même de justice qui est attaquée.

L'offensive menée contre les couches les plus vulnérables de la société est si massive, si cruelle et si habile que son audace même a suffi à corroder notre définition de la justice. Elle nous a contraints à limiter notre vision et nos espérances [...]

Il devient plus qu'évident que les violations des droits de l'homme sont une composante nécessaire, inhérente à cette dynamique qui tend à imposer au monde un système politico-économique injuste. A tel point qu'elles sont de plus en plus présentées comme des retombées malheureuses, presque accidentelles, d'un système par ailleurs acceptable. Comme s'il ne s'agissait, en somme, que d'un problème sans grande importance que pourrait régler quelque ONG, pour peu qu'elle lui consacre un peu plus d'attention [...].

Nul doute que cette invasion [de l'Irak] restera dans l'Histoire comme l'une des guerres les plus lâches qui aient jamais été menées. Une bande de nations riches, disposant d'un arsenal nucléaire suffisant pour détruire plusieurs fois le monde, a agressé un pays pauvre sous le prétexte fallacieux qu'il possédait des armes nucléaires, en se servant des Nations unies pour le désarmer avant de l'envahir et de l'occuper, et maintenant de le mettre en vente.

Si je parle du problème de l'Irak, ce n'est pas parce que c'est un des sujets du jour, mais parce qu'il préfigure ce qui se prépare. Il inaugure un nouveau cycle. Il nous offre l'occasion d'observer à l'œuvre la cabale militaro-industrielle, « l'empire », comme on l'appelle. Car dans le nouvel Irak, elle ne prend plus de gants.

A mesure que s'intensifie la bataille pour prendre le contrôle des ressources mondiales, le colonialisme économique fait son retour, sous forme d'agression militaire. L'Irak constitue logiquement le point culminant du processus de mondialisation mené par la finance et l'industrie, et où néo-colonialisme et néo-libéralisme ne font plus qu'un. Il n'est que de jeter un coup d'œil dans les coulisses (ce qui n'est pas facile), pour voir les transactions impitoyables qui s'y déroulent.

Une fois envahi et occupé, l'Irak a dû payer 200 millions de dollars à des multinationales telles que Shell, Mobil, Nestlé, Pepsi, en « réparation » d'un manque à gagner dont il serait responsable. Cela en plus de ses 125 milliards de dollars de dette, qui l'ont obligé à se tourner vers le Fond monétaire international, lequel l'attendait ailes déployées, tel l'ange de la mort, avec son programme d'ajustements structurels (même s'il ne semble guère y rester de structures à restaurer...).

Alors, que veut dire la paix dans ce monde sauvage, militarisé et régenté par les multinationales ? Que veut dire la paix pour les populations vivant dans des pays occupés, tels l'Irak, la Palestine, le Cachemire, le Tibet et la Tchétchénie ? Pour les Aborigènes d'Australie, les Dalits et les Adivasis de l'Inde ? Que signifie-t-elle pour les citoyens non musulmans des pays musulmans, les femmes en Iran, en Arabie Saoudite et en Afghanistan ? Quel sens a-t-elle pour les millions de gens chassés de leurs terres par les barrages et les projets de développement ? Qu'est-elle, sinon synonyme de guerre ?

Nous connaissons bien les bénéfices que procure la guerre. Mais nous devons nous demander honnêtement à qui y profite la paix. Le bellicisme est criminel. Mais parler de paix sans parler de justice pourrait facilement nous amener à une sorte de capitulation. Et il n'est rien de plus hypocrite que de parler de justice sans démasquer les institutions et les systèmes qui perpètrent l'injustice.

Il est facile de reprocher aux pauvres d'être pauvres. Il est facile de croire que le monde est pris dans une spirale de terrorisme et de guerre. C'est ce qui permet à George Bush de déclarer : « *Vous êtes soit avec nous, soit avec les terroristes.* » Mais c'est une fausse alternative. Le terrorisme n'est que la privatisation de la guerre. Pour eux, elle est ouverte à la libre-concurrence, comme l'est l'économie pour les néo-libéraux. Ils refusent à l'Etat le monopole de

la violence légitime.

La distinction morale entre la brutalité sans nom du terrorisme et le carnage aveugle de la guerre et de l'occupation est mensongère. Ces deux formes de violence sont inacceptables. On ne peut soutenir l'une et condamner l'autre. »

**Sources** : Sydney Morning Herald, Australie
**Thématiques** : Société, politique, Économie
**Rubrique** : La voix de la raison